

LE BRISE-GLACE "EARL-GREY".

M. SINCLAIR (I. P.-E.) demande:

1. Le brise-glace "Earl-Grey" est-il vendu? Dans l'affirmative, à qui?
2. Qu'en a-t-on obtenu?

L'hon. M. BALLANTYNE (ministre de la Marine et des Pêcheries):

1. Oui, au gouvernement russe.
2. \$493,000.

L'ARBITRAGE RELATIF AU NORD-CANADIEN.

M. MACKIE (Edmonton) demande:

1. Combien de jours les séances de l'arbitrage du Nord-Canadien ont-elles duré à Toronto, en 1918?
2. Combien de jours de présence M. Fairweather, avocat du ministère, a-t-il comptés du chef de cet arbitrage?
3. Combien de jours de présence réelle M. Fairweather compte-t-il devant le comité du Sénat, pendant l'étude du bill codifiant la loi des chemins de fer?

L'hon. M. REID (ministre des Chemins de fer et des Canaux):

1. Cinquante et un jours—du 28 janvier au 16 mai 1918.
2. Il n'en a pas été officiellement tenu compte. M. Fairweather a assisté à la plupart des séances de la première partie de l'arbitrage, du 28 janvier au 6 mars, mais non à celles de la dernière partie, soit du 9 avril au 16 mai.
3. Il s'est trouvé présent chaque fois que le projet de loi a été mis en discussion ou qu'il devait vraisemblablement l'être, depuis la date du dépôt, le 21 mars, jusqu'à celle de la lecture du bill, le 28 avril 1918.

LE CONTROLEUR DU COMBUSTIBLE.

M. PAPINEAU demande:

1. Quel traitement sert-on au contrôleur du combustible?
2. Combien le contrôle du combustible a-t-il coûté au Gouvernement jusqu'à ce jour?

L'hon. M. MACLEAN:

1. Le Gouvernement ne sert pas, il n'a jamais servi de traitement au contrôleur du combustible.
2. Du 6 novembre 1917 au 30 avril 1919, \$170,398.16.

LE CHANGE.

M. PAPINEAU demande:

1. Le Gouvernement sait-il que le 26 avril dernier le change sur New-York était de $2\frac{11}{16}$ p. 100?
2. Le Gouvernement se propose-t-il d'améliorer la situation à cet égard?

[L'hon. M. Meighen.]

L'hon. sir THOMAS WHITE (ministre des Finances):

1. Oui.
2. Le taux du change en question est régi par des conditions d'ordre international qui échappent à l'empire de tout gouvernement.

LE BUREAU D'INFORMATION PUBLIQUE.

*M. GAUVREAU demande:

1. La rumeur lancée il y a quelque temps par un journal, disant que l'honorable M. Rowell avait l'intention de nommer un agent ou représentant du bureau de l'information publique en Nouvelle-Angleterre, soit à New-York ou à Boston, est-elle un fait accompli ou non?
2. Dans l'affirmative, où s'est installé le susdit agent?
3. Quels appointements et autres déboursés ont été affectés à ce poste et à l'agent?

L'hon. M. ROWELL (président du Conseil): Le Gouvernement n'a pas eu connaissance de cette rumeur. Le Gouvernement ne se propose pas de nommer d'agent ou représentant du département des renseignements publics soit à Boston ou à New-York.

DECRETS DU CONSEIL.

*M. STEELE demande:

Combien de décrets ont été adoptés de 1910 à 1918 inclusivement?

L'hon. M. ROWELL (président du Conseil): 1910, 4811; 1911, 5,782; 1912, 7,015; 1913, 6,795; 1914, 5,859; 1915, 6,297; 1916, 7,343; 1917, 7,048; 1918, 6,301.

ENREGISTREMENT DU SERVICE NATIONAL.

M. ARCHAMBAULT demande:

1. Quelles sont les personnes qui ont été employées par le Gouvernement, pour l'enregistrement national, (a) à Saint-Antoine-de-Richelieu, comté de Chambly-et-Verchères, et (b) à Contrecoeur, dans le même comté?
2. Quelles sommes ont été payées aux dites personnes pour ledit enregistrement national?
3. Des sommes ont-elles été payées, et, dans l'affirmative, lesquelles, pour le loyer des écoles ou autres locaux pour les fins de l'inscription nationale à Saint-Antoine-de-Richelieu et à Contrecoeur?

L'hon. M. ROWELL (président du Conseil):

1. Saint-Antoine—Marie Lapointe, Léontine Viau, Caroline Gaudette, Glorina Bousquet, Arzelie Archambault, Alice Guertin, Alfred Desaulniers, Sylvain Archambault, Jos. Saint-Germain, Emile Desaulniers, Henri Archambault, Ernest Archambault, Jos. Ignace Archambault. Contrecoeur—A. Charron, Gabriel Hurteau, Gas-